Accusé de réception en préfecture
076-217603844-20200130-D08-0120-DE
Date de télétransmission : 03/02/2020
Date de réception préfecture : 03/02/2020

DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME

ARRONDISSEMENT DU HAVRE

COMMUNE DE LILLEBONNE

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE ORDINAIRE DU 30 JANVIER 2020

NOMBRE DE CONSEILLERS :

- en exercice	*29*
- présents	*23*
- votants par procuration	*5*
- absent	*1*
- total des votants	*28*

xxx

Compte rendu de la séance affiché le 3 février 2020.

xxx

L'an deux mille vingt, le jeudi trente janvier, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Lillebonne, légalement convoqué le vingt-et-un janvier, s'est assemblé en session ordinaire dans la salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Philippe LEROUX, Maire.

Étaient présents :

M. Philippe LEROUX, Maire,

M. Patrick CIBOIS, Mme Paola MIZAC, M. Xavier PICAVET, Mme Brigitte LEROUX, M. Patrick WALCZAK, Mme Claudine COUTURE, M. Jean-Paul MANGIN, M. Jean-Yves GOGNET, Adjoints,

Mme Martine HERBERT, M. Jean-Marie MOREL, Mme Carole BIGUEUR, M. Damien SIMON, Mme Anne NOËL, Mme Bérengère CASTANET (née CADINOT), M. Clément FOUTEL, M. Paul DHAILLE, Mme Christine DECHAMPS, Mme Fabienne MANDEVILLE, M. Yann BEUX, M. Mourad BETTAHAR, Mme Sylvie LEGENTIL, M. Kamel BELGHACHEM, Conseillers Municipaux.

Excusés :

M. Romuald HAUCHECORNE	qui donne pouvoir à	M. Jean-Marie MOREL
M. Frédéric LE PAGE	qui donne pouvoir à	M. Patrick CIBOIS
Mme Fabiola ANQUETIL	qui donne pouvoir à	M. Jean-Paul MANGIN
M. Yoann LAVERNHE	qui donne pouvoir à	M. Philippe LEROUX
M. Teddy LECLERC	qui donne pouvoir à	Mme Martine HERBERT

Absente :

Mme Lesline BOIXEL, Conseillère Municipale.

formant la majorité des membres en exercice.

M. Mourad BETTAHAR est nommé, unanimement, secrétaire par le Conseil Municipal à l'ouverture de la séance.

Délibération n°: D.08/01.20
Objet : Rapport d'orientation budgétaire et débat– Exercice 2020

VILLE DE LILLEBONNE
Réunion du Conseil Municipal
Séance ordinaire du 30.01.2020

Délibération n°: D.08/01.20
Objet : Rapport d'orientation budgétaire et débat– Exercice 2020

Monsieur PICAVET rappelle qu'en application de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les communes et établissements publics de plus de 3 500 habitants sont tenus de présenter, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) qui doit donner lieu à un débat au sein du Conseil Municipal, dans les conditions fixées par son règlement intérieur ; débat dont il doit être pris acte par une délibération spécifique.

Aussi, au regard de ce qui précède,

Vu le Code Général des Collectivité Territoriales et notamment son article L2312-1,

Vu le règlement intérieur du Conseil Municipal et notamment son article 13 relatif au Débat d'Orientation Budgétaire,

Le Conseil Municipal est invité :

- à prendre acte que lui a été présenté le Rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année 2020,
- à prendre acte que ce rapport a donné lieu, en son sein, à un débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE QUE LE RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2020 LUI A ETE PRESENTE ET QUE CE RAPPORT A DONNE LIEU A UN DEBAT.

Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
Et ont les membres présents signé au registre après lecture.

Pour extrait certifié conforme,
le Maire de Lillebonne,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

VILLE DE LILLEBONNE

PRESENTATION RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

LILLEBONNE

I- CONTEXTE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET FINANCIER

I/ Contexte national

Le Projet de Loi de Finances 2020 s'appuie sur une prévision de croissance de 1,3%. Il prévoit de ramener le déficit public à 2,2% du PIB (niveau le plus faible depuis 2001) au lieu de 3,1% en 2019. Les collectivités territoriales sortent d'une période de ralentissement 2014-2016, marquée par une diminution des dotations de l'Etat, suivie d'une période de stabilisation des concours financiers de l'Etat et d'une contractualisation Etat-Collectivités territoriales pour 322 "grandes" collectivités.

	2018	2019	2020 (prévision)
Taux de croissance du PIB (%) Source INSEE	1,5	1,4	1,3
Taux d'inflation (%) Source INSEE	1,8	1	1,1
Taux de chômage (%) Source INSEE	8,8	8,5	8,2
Taux d'intérêt OAT 10 ans (OAT : obligations assimilables du Trésor) OCDE	0,78	0,91	0,7
Déficit public (% du PIB – pour rappel, plafond Maastricht : 3%) Source INSEE	2,5	3,1	2,2
Dette publique (% du PIB) INSEE	98,4	98,8	98,7
Taux de prélèvement obligatoire (% du PIB) Ministère des finances	45	44,7	44,3

Rappel sur la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2018-2022.

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 s'inscrit sur la participation des collectivités locales au redressement des comptes publics avec pour objectif de réduire le besoin de financement des collectivités de 2,6 milliards d'euros par an (ce qui correspondrait à 13 milliards d'euros à la fin du quinquennat).

L'Etat a donc mis en place en 2018 la contractualisation Etat-Collectivités territoriales pour 322 "grandes" collectivités avec un objectif de croissance de 1,2% en valeur de leurs dépenses réelles de fonctionnement par an.

Suite au succès de l'année 2018, la contractualisation est reconduite pour 2020.

PRINCIPALES MESURES DE LA LOI DE FINANCES 2020

CONCERNANT LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le projet de loi de finances 2020 présenté le 27 septembre au Conseil des ministres, se situe dans la continuité du budget 2019.

1- Confirmation de la stabilité des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales

- Les concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales progressent de 0,6 milliard d'euros par rapport à la loi de finances 2019,
- La stabilité de la dotation globale de fonctionnement (DGF) à hauteur de 27 milliards d'euros avec un abondement de la dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la dotation de la solidarité rurale (DSR) maintenu à 90 millions d'euros chacune,
- Baisse de 0,9% de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) du bloc communal
- Le système de garantie financière des communes nouvelles reste inchangé à 2019. Par contre, aucune fusion ne sera possible en 2020 (année de renouvellement électoral).

2- Reconduction de la dotation de soutien à l'investissement des communes et soutien à l'investissement local

- Le soutien à l'investissement local est renforcé avec une augmentation de 0,4 milliard d'euros pour le Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) suite à la reprise de l'investissement local
- Les dotations de soutien à l'investissement communal (DSIL) sont maintenues à 1,8 Md€ pour le bloc communal,

3- La suppression de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales

- L'article 5 du PLF de 2020 concernant la TH prévoit :

  - La suppression de la TH sur les résidences principales pour 80% des foyers fiscaux en 2020. Pour les 20% restants, l'allègement sera progressif jusqu'en 2023. A compter de 2023, l'intégralité des contribuables ne paiera plus de TH sur sa résidence principale,

  - Le maintien de la TH sur les résidences secondaires qui devient (THRS) et des logements vacants et des taxes additionnelles (GEMAPI et TSE). Aménagements des obligations déclaratives avec obligation pour les propriétaires de locaux de déclarer l'identité des occupants avant le 1er juillet de chaque année par voie électronique,

  - L'adaptation des règles de lien entre les taux. En effet, la taxe d'habitation perd son rôle pivot pour fixer les taux du foncier non bâti (TFNB) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE). Le taux d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) jouera désormais ce rôle,

  - Perte du pouvoir de taux et d'abattements pour les collectivités :
    - ✓ Gel du taux de TH en 2020
    - ✓ Les valeurs locatives de TH ne devaient pas être revalorisées dans le projet de loi de finances initial mais le seront à + 0,9% par amendement de la commission des finances de l'Assemblée nationale
    - ✓ Gel du taux de TFPB en 2021
    - ✓ Prélèvement sur les 12ème de fiscalité en cas de hausse du taux de TH en 2018 et/ou 2019,

- La compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales :
  - A compter de 2021, la part départementale du foncier bâti sera transférée aux communes et il y aura un transfert de la TVA pour les EPCI et les départements.
  - Afin de garantir une compensation à l'euro près, le gouvernement propose l'application d'un coefficient correcteur :
    - ✓ Détermination de la situation de référence de chaque commune

Produit fiscal à compenser

A

Produits TH 2020 (taux 2017 x bases 2020)
+
Compensations TH (2020)
+
Moyenne des rôles supplémentaires TH 2018, 2019 et 2020

B

Produits TFPB département 2020 (taux 2019 x bases 2020)
+
Compensation TFPB (2020)
+
Moyenne des rôles supplémentaires TFPB 2018, 2019 et 2020

Trois situations possibles

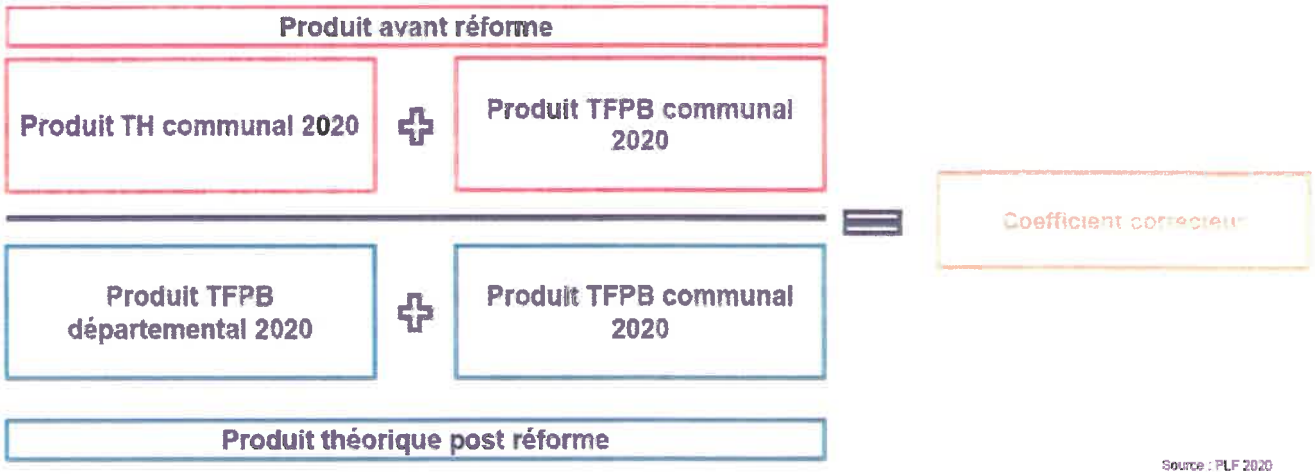
Si B – A est compris entre 0 et 10 000 €
Commune gagnante avec un produit fiscal <= à 10 000€ : aucun coefficient ne s'applique (1) ; Attention à l'effet de seuil…

Si B – A > 10 000 € alors
Commune « gagnante » avec un produit fiscal > à 10 000€ : application du coefficient correcteur pour prélèvement (< 1)

Si A - B > 0 € alors
Commune « perdante » car produit fiscal de FB départemental < au produit fiscal de TH : application du coefficient correcteur pour complément (> 1)

Source : PLF 2020

✓ Calcul du coefficient correcteur



Source : PLF 2020

Coefficient < à 1
Commune sur-compensée

Application d'un prélèvement

Coefficient > à 1
Commune sous compensée

Application d'un complément

4- La révision des valeurs locatives de locaux d'habitation

Le calendrier de la réforme :

5- Nouveau report de l'automatisation du FCTVA

Le gouvernement souhaite reporter à nouveau l'application de l'automatisation du FCTVA au 1er janvier 2021 (initialement prévu au 1er janvier 2019 puis au 1er janvier 2020) pour respecter la neutralité budgétaire de l'automatisation, poursuivre et affiner les évaluations financières de la réforme afin de fiabiliser les estimations.
L'automatisation sera réalisée si la négociation avec les associations de collectivités locales permet de garantir le coût nul de cette réforme.

2) Le contexte local

Rappel des données du territoire

- Le taux de chômage des 15 à 64 ans, à Lillebonne, était de 11,5 % en 2018 contre un taux de chômage national de 8,9 % *(source : Eurostat)*.
- Le revenu médian par habitant (médiane du revenu disponible par unité de consommation) était de 20 797 € en 2018. Le revenu médian national est de 20 990 €. *(source : impots.gouv.fr, année 2018 sur revenus 2017)*.
- En 2018, la Ville comptait 5 187 foyers fiscaux dont seulement 33,77 % imposables, contre 43,70 % en moyenne nationalement. *(source : impots.gouv.fr, année 2018 sur revenus 2017)*.
- La Ville compte en outre 47,51 % de logements sociaux sur l'ensemble de son parc *(source : fiche individuelle DGF 2018)*. La moyenne nationale est de 17 % du parc des logements des villes en 2018.

Incertitudes de certaines recettes pour la ville

- La Ville a bénéficié, une nouvelle fois, au titre de l'année 2019, de la DSU (Dotation de Solidarité Urbaine). Cependant, il est possible qu'elle sorte du dispositif en 2020.
- Les contraintes financières s'alourdissent également sur Caux Seine agglo (CSA). La loi de finances 2020 a reconduit la diminution de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP). En cas de forte diminution, Caux Seine agglo envisage de supprimer la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) en juin 2020, représentant 70 734 € pour la Ville. Par ailleurs, cette enveloppe pourrait également être transformée en fonds de concours pour aider aux projets de mise aux normes de la défense incendie.

II- ANALYSE BUDGÉTAIRE RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE*

*Les prospectives sont réalisées avec l'aide du logiciel Finance Active, en fonction des différents scénarios créés par la collectivité qui ne sont qu'une aide à la décision.

I) Recettes réelles de fonctionnement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019**	2020	2021	2022	Evolution 2018/2019	Evolut° annuelle 2014-2019	En € par hab. (9 136)	Moyenne 2018 strate *
70-Produits des services du domaine	1 174 505 €	1 069 860 €	1 068 463 €	1 068 899 €	1 093 650 €	989 346 €	901 239 €	910 251 €	919 354 €	-9,54%	-3,15%	120 €	82 €
73- Impôts et taxes	14 722 798 €	15 116 088 €	14 852 992 €	15 413 392 €	15 526 470 €	15 549 821 €	15 527 957 €	15 595 011 €	15 662 854 €	0,15%	1,12%	1 699 €	745 €
74-Dotations et participations	1 815 418 €	1 529 662 €	1 131 206 €	955 584 €	919 359 €	921 796 €	769 807 €	644 628 €	643 369 €	0,27%	-9,84%	101 €	250 €
75- Autres produits de gestion courante	87 951 €	94 255 €	99 093 €	101 225 €	230 507 €	150 960 €	140 000 €	140 000 €	140 000 €	-34,51%	14,33%	25 €	27 €
Autres recettes de gestion (rembo, IJ du personnel)	122 570 €	96 473 €	133 436 €	114 272 €	132 412 €	53 376 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	-59,69%	-11,29%	14 €	18 €
Recettes de gestion	**17 923 242 €**	**17 906 338 €**	**17 285 190 €**	**17 653 372 €**	**17 902 398 €**	**17 665 299 €**	**17 359 003 €**	**17 309 890 €**	**17 385 577 €**	**-1,32%**	**-0,29%**	**1 934 €**	**1 122 €**

* source Banque Postale Rétrospective 2013-2018

** chiffres non définitifs

Hypothèses retenues 2020-2022:

- Chapitre 70 - augmentation des recettes des produits de service de 1 % par an, fin des remboursements de salaires du budget annexe transport et diminution des remboursements de salaires ACJ suite au transfert de charges,
- Chapitre 73 - pas d'augmentation du taux de la fiscalité, évolution des bases de fiscalité de 0,9 % par an pour la TH et 1,2% par an pour le TFB, fin de la DSC en 2020,
- Chapitre 74 - fin de la DSU en 2020, garantie de sortie à 50 % du montant 2019,
- Autres recettes de gestion – fin des remboursements des emplois CAE,

2) Dépenses réelles de fonctionnement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019**	2020	2021	2022	Evolution 2018/ 2019	Evolut° annuelle 2014-2019	En € par hab. (9 193)	Moyenne 2018 strate *
011 - Charges à caractère général	3 700 209 €	3 580 864 €	3 474 717 €	3 499 002 €	3 393 276 €	3 566 933 €	3 653 199 €	3 697 037 €	3 741 402 €	5,12%	-0,72%	369 €	251 €
012 - Charges de personnel	8 228 873 €	8 015 786 €	7 978 834 €	8 209 660 €	7 736 429 €	7 886 125 €	8 068 956 €	8 165 783 €	8 263 773 €	1,93%	-0,83%	842 €	544 €
014 - Autres dépenses de gestion	212 974 €	212 449 €	212 565 €	211 815 €	211 430 €	210 843 €	213 021 €	213 021 €	213 021 €	-0,28%	-0,20%	23 €	17 €
65 - Autres charges de gestion courante	2 825 442 €	2 785 560 €	2 845 924 €	2 829 685 €	2 739 200 €	2 697 872 €	2 887 914 €	2 887 914 €	2 887 914 €	-1,51%	-0,90%	298 €	116 €
↳dont participation au CCAS	787 500 €	752 293 €	883 193 €	863 765 €	730 780 €	805 125 €				10,17%	0,45%	79 €	
↳dont participation aux budgets annexes	110 000 €	130 900 €	115 000 €	120 000 €	125 580 €	25 000 €				-80,09%	-15,45%	14 €	
↳dont subventions aux associations	1 361 107 €	1 329 480 €	1 273 760 €	1 278 778 €	1 300 300 €	1 280 688 €				-1,51%	-1,18%	141 €	
↳autres (indemnités élus, adm. non valeurs, contribution SDIS)	566 835 €	572 887 €	573 971 €	567 142 €	582 540 €	587 059 €				0,78%	0,71%	63 €	
Dépenses de gestion	**14 967 499 €**	**14 594 659 €**	**14 512 041 €**	**14 750 162 €**	**14 080 335 €**	**14 361 773 €**	**14 823 090 €**	**14 963 755 €**	**15 106 110 €**	**2,00%**	**-0,81%**	**1 532 €**	**928 €**

* source Banque Postale Rétrospective 2013-2018

** chiffres non définitifs

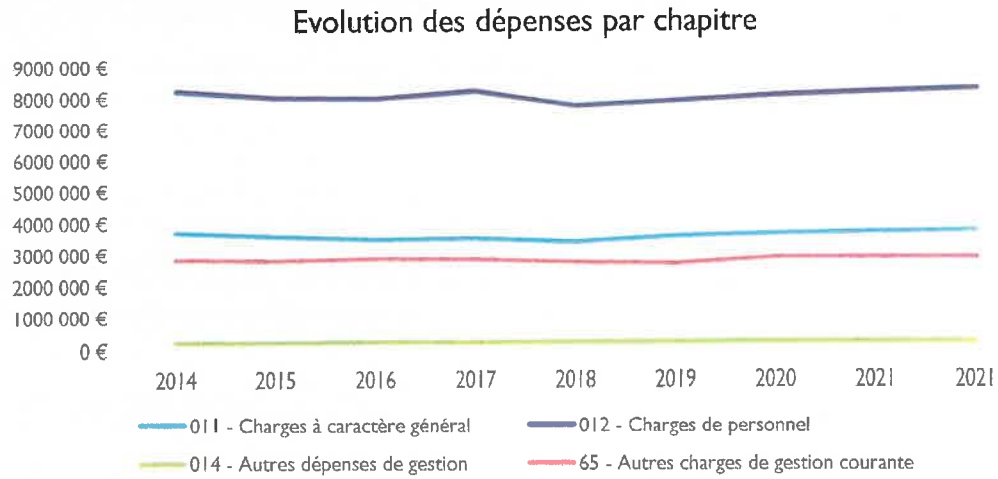
Hypothèses retenues 2020-2022 :

011 – une augmentation maximum des charges à caractère général de 1,2% par an et charges de la Maison de l'Enfance et de la Famille.

012 – une augmentation des charges 2020 (PPCR + recrutement "Familia" sur une année pleine + élections) puis 1,2% par an,

014 – une continuité du FPIC dérogatoire,

65 – une augmentation de la subvention au budget restauration et au CCAS



3) Capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.
Elle mesure la capacité de la collectivité à dégager des ressources sur son fonctionnement courant afin de financer l'investissement
La CAF = épargne brute

	2014	2015	2016	2017	2018	2019**	2020	2021	2022	Evolution 2018/2019	Evolut° annuelle 2014-2019	En € par hab. (9 193)	Moyenne 2018 strate *
Recettes de gestion	17 923 242 €	17 906 338 €	17 285 190 €	17 653 372 €	17 902 398 €	17 665 299 €	17 359 003 €	17 309 890 €	17 385 577 €	-1,32%	-0,29%	1 947 €	1 122 €
Dépenses de gestion	14 967 499 €	14 594 659 €	14 512 041 €	14 750 162 €	14 080 335 €	14 361 773 €	14 823 090 €	14 963 755 €	15 106 110 €	2,00%	-0,81%	1 532 €	928 €
Epargne de gestion	***2 955 743 €***	***3 311 679 €***	***2 773 149 €***	***2 903 210 €***	***3 822 063 €***	***3 303 526 €***	***2 535 913 €***	***2 346 135 €***	***2 279 467 €***	***-13,57%***	***2,35%***	***416 €***	***194 €***
Résultat financier	-553 333 €	-489 695 €	-418 302 €	-411 728 €	-342 898 €	-325 680 €	-292 452 €	-266 715 €	-239 670 €	-5,02%	-8,23%	-37 €	-23 €
↳dont intérêts	560 857 €	496 793 €	424 567 €	418 234 €	336 750 €	332 557 €	299 952 €	274 215 €	247 170 €	-1,25%	-8,14%	37 €	23 €
Résultat exceptionnel hors cessions	23 481 €	62 944 €	48 106 €	104 928 €	91 708 €	17 557 €	3 250 €	3 250 €	3 250 €	-80,86%	-5,05%	10 €	-1 €
↳dont produits exceptionnels hors cession	49 315 €	70 549 €	57 119 €	115 339 €	102 065 €	24 947 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	-75,56%	-9,88%	11 €	10 €
↳dont charges exceptionnelles	25 834 €	7 605 €	9 013 €	10 411 €	10 357 €	7 390 €	6 750 €	6 750 €	6 750 €	-28,65%	14,28%	1 €	11 €
Epargne brute hors cessions	***2 425 892 €***	***2 884 928 €***	***2 402 953 €***	***2 596 410 €***	***3 570 872 €***	***2 995 403 €***	***2 246 711 €***	***2 082 670 €***	***2 043 047 €***	***-16,12%***	***4,70%***	***388 €***	***169 €***
Remboursement du capital courant	1 840 582 €	1 595 098 €	1 220 699 €	1 253 786 €	1 322 379 €	1 328 532 €	1 421 124 €	1 534 596 €	1 635 719 €	0,47%	-5,56%	144 €	89 €
Epargne nette hors cessions	**585 310 €**	**1 289 830 €**	**1 182 254 €**	**1 342 624 €**	**2 248 493 €**	**1 666 871 €**	**825 587 €**	**548 074 €**	**407 328 €**	**-25,87%**	**36,96%**	**245 €**	**81 €**

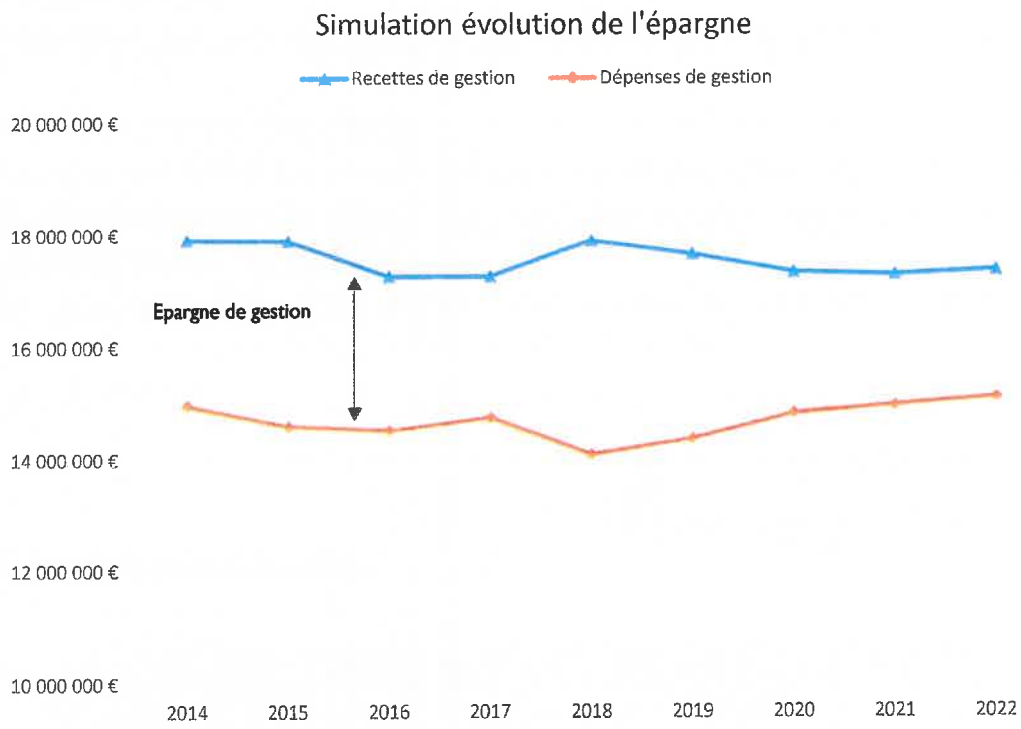
* source Banque Postale Rétrospective 2013-2018

** chiffres non définitifs

Ratios de structure

	2014	2015	2016	2017	2018	2019**	2020	2021	2022	Moyenne 2018 strate *
Taux d'épargne de gestion	16,44%	18,41%	15,98%	16,33%	21,22%	18,67%	14,59%	13,54%	13,10%	17,20%
Taux d'épargne brute	13,49%	16,04%	13,85%	14,61%	19,82%	16,93%	12,93%	12,02%	11,74%	15,00%
Taux d'épargne nette	3,26%	7,17%	6,81%	7,55%	12,48%	9,42%	4,75%	3,16%	2,34%	7,20%

* source Banque Postale Rétrospective 2013-2018



L'épargne de gestion :

- mesure l'autofinancement dégagé par la Ville sur ses dépenses courantes (différence entre les recettes et les dépenses),
- rembourse le capital et les intérêts de la dette et finance les investissements en évitant de recourir à l'emprunt.

4) Recettes réelles d'investissement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019**	2020	2021	2022	Evolution 2018/2019	Evolut° annuelle 2014-2019	En € par hab. (9 193)	Moyenne 2018 strate *
Chap 10 - Dotations, fonds divers, hors excédent	500 122 €	596 728 €	472 705 €	364 078 €	528 246 €	411 301 €	298 000 €	590 000 €	290 000 €	-22,14%	-3,55%	57 €	52 €
Chap 13 - Subventions d'investissement	354 921 €	749 585 €	46 172 €	41 100 €	48 924 €	235 331 €	107 205 €	30 000 €	30 000 €	381,01%	-6,74%	5 €	62 €
Chap 16 - Emprunts et dettes assimilées	45 902 €	314 060 €	1 200 440 €	880 €	2 114 120 €	1 400 800 €	1 400 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €	-33,74%	590,34%	230 €	90 €
Autres recettes d'investissement	14 612 €	28 069 €	0 €			276 825 €					358,90%	0 €	27 €
Recettes d'investissement	**915 558 €**	**1 688 441 €**	**1 719 316 €**	**406 057 €**	**2 691 290 €**	**2 324 257 €**	**1 805 205 €**	**1 820 000 €**	**1 520 000 €**	**-13,64%**	**30,77%**	**293 €**	**231 €**

* source Banque Postale Rétrospective 2013-2018

** chiffres non définitifs

A ces montants s'ajoute l'autofinancement :

	2020	2021	2022
Epargne brute	2 246 711 €	2 086 670 €	2 046 798 €
Résultat N-1 ***		400 000 €	400 000 €
TOTAL	**4 051 916 €**	**4 306 670 €**	**3 966 798 €**

*** Le résultat de l'excédent 2019 n'est pas repris dans le ROB car le chiffre définitif n'est pas connu à ce jour, mais pourrait être intégré par anticipation au moment du Budget Primitif

Hypothèses retenues 2020-2022:

- Chapitre 10 – hausse du FCTVA en 2021 (550 000 €) suite à la forte augmentation des dépenses d'équipement en 2019 et maintien de la taxe d'aménagement à 40 000 €,
- Chapitre 13 – bonne progression des subventions pour 2020 grâce à une recherche active des financements en 2019. Seules les subventions d'aide à l'investissement de la Caisse d'Allocations Familiales ont été prévues en 2021 et 2022,
- Chapitre 16 - un emprunt modéré sur 2021-2022.

L'emprunt 2019 était initialement prévu à 1 100 000 € au BP. Cependant ce dernier a été réévalué en cours d'année à 800 000 €, les fonds sont inscrits en restes à réaliser.
N'apparaissent pas dans ce tableau, les excédents de fonctionnement capitalisé.

5) Dépenses réelles d'investissement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019**	2020	2021	2022	Evolution 2018/ 2019	Evolut° annuelle 2014-2019	En € par hab. (9 193)	Moyenne 2018 strate *
Dépenses d'équipement	2 669 583 €	2 098 786 €	1 997 295 €	1 864 170 €	1 944 476 €	4 440 498 €	2 206 192 €	2 695 074 €	2 251 579 €	128,36%	13,27%	212 €	299 €
Subventions d'équipement versées	160 612 €	958 123 €	578 348 €	43 207 €	21 961 €	1 134 771 €	384 600 €	37 000 €	39 500 €	5 117,75%	122,69%	2 €	9 €
Autres dépenses	2 625 €	12 969 €	12 629 €	14 858 €	73 038 €	278 594 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	281,44%	2 102,36%	8 €	23 €
Remboursement capital de la dette	1 840 582 €	1 595 098 €	1 220 699 €	1 254 166 €	1 322 379 €	1 328 532 €	1 421 124 €	1 534 596 €	1 635 719 €	-0,37%	-5,68%	144 €	89 €
Dépenses d'investissement	**4 673 402 €**	**4 664 976 €**	**3 808 971 €**	**3 176 402 €**	**3 361 854 €**	**7 182 394 €**	**4 051 916 €**	**4 306 670 €**	**3 966 798 €**	**113,64%**	**10,74%**	**366 €**	**420 €**

* source Banque Postale Rétrospective 2013-2018

** chiffres non définitifs

Hypothèses retenues 2020-2022:

Les dépenses d'équipement diminuent pour 2020 suite à la baisse de la capacité d'autofinancement et la non reprise des résultats de 2019. Une légère augmentation pour 2021 et 2022 avec l'intégration des résultats antérieurs malgré la continuité de la baisse de la capacité d'autofinancement, sauf si la collectivité souhaite augmenter le recours à l'emprunt.

Les subventions d'équipement représentent le solde du fonds de concours de la Ville aux travaux de la RD 173 en 2020 et aux participations dans le cadre de l'ORFO/AVAP ainsi que la subvention d'investissement à l'ACJ conformément au plan pluriannuel d'investissement de la convention triennale d'objectif et de moyens.

Les autres dépenses correspondent au reversement de 0,75% de la taxe d'aménagement à CSA.

6) L'évolution de l'endettement

Endettement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019**	2020	2021	2022	Moyenne annuelle	En € par hab (9136)	Moyenne 2018 strate*
Emprunts nouveaux	45 902 €	314 060 €	1 200 000 €	0 €	2 113 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €	985 885 €	231 €	90 €
Emprunts mobilisés							800 000				0 €	7 €
Amortissement du capital courant	1 840 582 €	1 595 098 €	1 220 699 €	1 253 786 €	1 322 379 €	1 328 532 €	1 421 124 €	1 534 596 €	1 635 719 €	1 461 391 €	145 €	89 €
Flux net dette	-1 794 680 €	-1 281 038 €	-20 699 €	-1 253 786 €	790 621 €	71 468 €	-21 124 €	-334 596 €	-435 719 €	-475 506 €	87 €	2 €
Encours de dette	13 579 383 €	12 326 924 €	12 318 648 €	11 064 854 €	11 866 572 €	11 938 040 €	12 716 916 €	12 382 319 €	11 946 600 €	12 237 806 €	1 299 €	854 €

** l'emprunt contracté en 2019 (800 000€) sera mobilisé en 2020. Il sera donc comptabilisé en 2020

*source Banque Postale Rétrospective 2013-2018 sur une base calculée de 214 données

**montants non définitifs

Ratios

	2014	2015	2016	2017	2018	2019**	2020	2021	2022	Moyenne 2018 strate *
Capacité de désendettement en années	5,6	4,3	5,1	4,3	3,3	4,0	5,7	5,9	5,8	5,0 ans
Taux d'endettement	75,52%	68,54%	71,01%	62,25%	65,88%	67,45%	73,18%	71,46%	68,65%	75,80%
Taux de vieillissement théorique de la dette	13,55%	12,94%	9,91%	11,33%	11,14%	11,13%	11,18%	12,39%	13,69%	10,40%
Intérêts/dépenses de fonctionnement	3,61%	3,29%	2,84%	2,76%	2,33%	2,26%	1,98%	1,80%	1,61%	2,50%
Annuité/recettes de fonctionnement	13,36%	11,63%	9,48%	9,41%	9,21%	9,39%	9,90%	10,44%	10,82%	10,00%

Capacité de désendettement : Encours de la dette/épargne brute hors cessions

Taux d'endettement : Encours de la dette/ recettes réelles de fonctionnement hors cessions

Taux de vieillissement théorique de la dette : Amortissement du capital courant/encours de la dette

Capacité de désendettement :

Endettement faible: < à 5 ans
Endettement moyen : > à 5 ans et < à 10 ans
Endettement critique: > à 10 ans et < à 15 ans
Endettement fort : > à 15 ans

La Ville de Lillebonne se situe dans la catégorie *endettement faible*, avec une capacité de désendettement de 4 ans en 2019, ce qui représente le triple intérêt de :

1) constituer des marges de manœuvre en matière de financement pour l'avenir,
2) maximiser la notation bancaire de la Ville et garantir ainsi l'obtention d'emprunts à des conditions favorables,
3) ne pas grever excessivement la section d'investissement.

7) Les marges de manœuvre en matière d'endettement

Année	Intérêts	Capital	Annuité	Capital restant dû au 31/12	Emprunt voté au BP	Emprunt mobilisé au CA	Flux de la dette
2012	594 989,99 €	1 701 287,87 €	2 296 277,86 €	15 133 532,85 €	2 347 373,00 €	2 500 000,00 €	798 712,13 €
2013	575 897,52 €	1 822 396,00 €	2 398 293,52 €	15 410 180,09 €	2 453 861,00 €	2 104 892,34 €	282 496,34 €
2014	560 856,97 €	1 840 581,94 €	2 401 438,91 €	13 579 382,94 €	2 388 889,00 €	45 902,04 €	-1 794 679,90 €
2015	496 792,83 €	1 595 098,44 €	2 091 891,27 €	12 326 924,47 €	2 049 843,00 €	314 059,62 €	-1 281 038,82 €
2016	424 567,08 €	1 220 699,19 €	1 645 266,27 €	12 318 647,63 €	1 320 000,00 €	1 200 000,00 €	-20 699,19 €
2017	418 234,15 €	1 253 786,17 €	1 672 020,32 €	11 064 854,14 €	1 998 159,00 €	0,00 €	-1 253 786,17 €
2018	336 750,22 €	1 322 379,38 €	1 659 129,60 €	11 866 571,52 €	1 900 000,00 €	2 113 000,00 €	790 620,62 €
*2019	332 557,00 €	1 328 531,61 €	1 661 088,61 €	11 938 039,91 €	1 100 000,00 €	1 400 000,00 €	71 468,39 €
2020	299 952,00 €	1 421 124,00 €	1 721 076,00 €	12 716 915,91 €	1 400 000,00 €	2 200 000,00 €	778 876,00 €
2021	274 215,00 €	1 534 596,00 €	1 808 811,00 €	12 382 319,91 €	1 200 000,00 €	1 200 000,00 €	-334 596,00 €
2022	247 170,00 €	1 635 719,00 €	1 882 889,00 €	11 946 600,91 €	1 200 000,00 €	1 200 000,00 €	-435 719,00 €

cumul du flux de dette 2014/2020 -2 709 239,07 €

simulation

* chiffres non définitifs

En 2019 emprunt 2018 de 1 400 000 €
En 2020 emprunt 2019 de 800 000 € + simulation emprunt 2020 de 1 400 000 € - taux fixe 1,00 *(prospective finance active)*
Simulation emprunt en 2021 de 1 200 000 € - taux fixe 1,10 *(prospective finance active)*
Simulation emprunt en 2022 de 1 200 000 € - taux fixe 1,20 *(prospective finance active)*

III- ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE 2020

I)Stratégie financière

- maintenir l'enveloppe des subventions accordées aux associations,
- ne pas augmenter les taux de fiscalité,
- ne pas augmenter les dépenses réelles de la collectivité de plus de 1,2 %,
- compenser en partie l'augmentation des coûts de personnel (PPCR, élections…) par l'optimisation de l'organisation des services,
- renouveler les marchés arrivés à terme, en recherchant une meilleure efficience et si possible, une baisse des coûts,
- entamer un travail de refonte du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) conformément aux préconisations de la Chambre Régionale des Comptes (CRC),
- maintenir une gestion patrimoniale active, afin de réduire les coûts de fonctionnement des bâtiments énergivores, notamment dans le cadre du PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial),
- en investissement, concentrer les efforts financiers sur les projets structurants prévus dans le programme politique et asseoir le patrimoine existant.

Section de fonctionnement

Les perspectives d'évolution de recettes réelles pour 2020 : 17 300 000 €

Recettes dont :	Montant
Suppression de la Dotation de Solidarité Communautaire	- 71 000 €
Fin de la Dotation de solidarité urbaine – garantie de sortie 2019	- 124 000 €
Revalorisation annuelle des bases des valeurs locatives	+ 70 000 €
Diminution des remboursements de salaire	- 98 000 €
Fin des remboursements emplois CAE	- 38 000 €
Augmentation de la capacité d'accueil "Familia"	+ 15 000 €
Prestations de services CAF	+ 15 000 €

Les perspectives d'évolution de dépenses réelles pour 2020 : 14 800 000 € (hors chapitre 67)

Dépenses dont :	Montant
Familia (fonctionnement année pleine) – chap 011	+ 43 000 €
Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR)	+ 20 000 €
Elections municipales	+ 10 000 €
Familia (recrutements infirmières et auxiliaires de puériculture en année pleine) – chap 012	+ 68 000 €
Subvention d'équilibre au budget annexe Restauration	+ 68 000 €
Subvention d'équilibre au budget CCAS	+ 74 893 €
Maintenance et entretien des nouveaux équipements technologiques	+ 32 000 €

Section investissement

Les perspectives d'évolution de recettes réelles pour 2020 : 4 051 916 €

	Recettes	Montant
Autofinancement (hors amortissements)	Epargne brute	2 246 711 €
	Résultat N-1 *	
	Emprunt	1 400 000 €
	FCTVA	258 000 €
	Subventions	107 205 €
	Taxe d'aménagement	40 000 €

L'autofinancement est constitué par l'épargne brute, dégagée par la section de fonctionnement majorée des résultats de l'année N-1. Elle est utilisée en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité. Le surplus, constituant de l'autofinancement net, permettra le financement des investissements prévus par la collectivité.

La Ville devra continuer ses efforts sur la recherche de subventions dans le cadre de ses projets d'investissement. La Région Normandie et le Département de Seine Maritime souhaitant reconduire leur engagement auprès des collectivités par la mise en place ou/et le renouvellement de subventions.

* Le résultat de l'excédent 2019 n'est pas repris dans le ROB car le chiffre définitif n'est pas connu à ce jour, mais pourrait être intégré par anticipation au moment du Budget Primitif

Les perspectives d'évolution de dépenses d'investissement pour 2020 : 4 051 000 € (dont 1,42 M€ de remboursement de capital de la dette)

Dépenses dont :	Montant
RD 173	340 000 €
Gestion et entretien du patrimoine	900 000 €
Réserves foncières (acquisitions + démolitions)	500 000 €
Equipements des services	400 000 €
Investissements récurrents	350 000 €
Autres dépenses d'équipement	140 000 €
Remboursement du capital de la dette	1 421 000 €

Le niveau des dépenses d'investissement estimé pour 2020 permet, dans les projections, de maintenir un résultat d'exercice et un fonds de roulement positif.

2) La stratégie de gestion

Continuer à :

- évaluer, en amont, les coûts de fonctionnement générés par un projet ou un événement,
- évaluer en fonction des orientations politiques, les impacts des actions menées avant de proposer leur reconduction. Évaluer le coût et le mettre en perspective avec les résultats (quantitatifs et qualitatifs),
- accentuer le contrôle de l'opportunité de la dépense,
- développer les mutualisations d'achats avec d'autres collectivités,
- regrouper et réorganiser les tâches chronophages,
- redéployer les effectifs en fonction des besoins réels des services,
- favoriser l'acquisition de compétences des agents déjà en poste et travailler sur un plan de formation ambitieux.